



Département du Tarn  
Arrondissement d'ALBI  
Canton les Portes du Tarn  
Commune de LOUPIAC

## PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

### SÉANCE ORDINAIRE DU 25 FÉVRIER 2026

L'an deux mille vingt-six, le 25 février à 20 heures 30, se sont réunis dans le lieu ordinaire de leurs séances les membres du conseil municipal de la commune de LOUPIAC, sous la présidence de Monsieur ESTRADA Laurent, Maire de Loupiac dûment convoqué le 17 février 2026.

Présents : M. ESTRADA Laurent, M. CAUSSÉ Patrick, M. AUGÉ Gilles, Mme BERTRAND Marylène, Mme BON Nicole, M. ROUX Alain, Mme REY Eliane, M. SOULET Jean-Marc, M. VRECH Jacques.

Représentée : Mme CRÉTÉ Bernadette par M. AUGÉ Gilles, M. POZZA Pascal par M. CAUSSÉ Patrick.

Absent : Néant.

Secrétaire de séance : M. CAUSSÉ Patrick.

Nombre de membres en exercice : 11

Nombre de membres présents : 09

Nombre de suffrages exprimés : 11

**Le quorum étant atteint, la séance peut valablement commencer.**

#### **ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25/02/2026 à 20 heures 30**

- Vote des subventions communales – année 2026 – **DEL2026\_01**
- Création d'un poste d'Adjoint Administratif Principal 1<sup>ère</sup> classe pour l'avancement de grade de Noémie POINT - **DEL2026\_02**
- Modification de la délibération 2023\_19 concernant le RIFSEEP – Modification de la périodicité de versement de l'IFSE - **DEL2026\_03**
- Déclassement de la parcelle cadastrale n°179 – feuille 000 ZI 01 et affectation au domaine public communal - chemin rural en terre - **DEL2026\_04**
- Approbation de la révision des attributions de compensation 2026 selon la procédure de droit commun - **DEL2026\_05**

#### **M. le maire propose de rajouter 1 point à l'ordre du jour à savoir :**

- Proposition de motion à l'initiative du SDET

#### **DEL2026\_01**

#### **Vote des subventions communales – année 2026**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité vote les subventions qui seront inscrites au budget primitif de l'année 2026 :

| Nom de l'association                        | 2026             |
|---------------------------------------------|------------------|
| ALMA Albi                                   | 25,00 €          |
| ADMR Montans                                | 400,00 €         |
| Autonomie Services 81 Rabastens             | 250,00 €         |
| Société de chasse de Loupiac                | 150,00 €         |
| Anciens combattants canton de Rabastens     | 50,00 €          |
| FNACA canton de Rabastens                   | 50,00 €          |
| Association des Retraités agricoles Tarnais | 50,00 €          |
| Comité des fêtes de Loupiac                 | 1200,00 €        |
| Association L'école est finie               | 150,00 €         |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>2325,00 €</b> |

---

**DEL2026\_02****Création d'un poste d'Adjoint Administratif Principal 1<sup>ère</sup> classe pour l'avancement de grade de Noémie POINT**

Le Maire rappelle à l'assemblée,

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante, compte tenu des nécessités du service, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination de l'agent inscrit au tableau d'avancement de grade établi pour l'année 2026.

Cette modification, préalable à la nomination, entraîne la suppression de l'emploi d'origine et la création de l'emploi correspondant au grade d'avancement.

Vu le tableau des emplois,

Le Maire propose à l'assemblée la création d'un emploi d'adjoint Administratif Principal 1<sup>ère</sup> classe, à temps non-complet à 28/35<sup>ème</sup>.

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

- DÉCIDE à l'unanimité d'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée, à compter du 01/03/2025.

---

**DEL2026\_03****Modification de la délibération 2023\_19 concernant le RIFSEEP – Modification de la périodicité de versement de l'IFSE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'avis du comité technique du Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale du Tarn en date du 28 octobre 2016,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP.

Le Maire informe l'assemblée,

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale.

Il se compose :

- D'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- Éventuellement d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles exclues du dispositif RIFSEEP.

## **I – Dispositions générales**

### **Article 1 : Bénéficiaires**

Sont susceptibles de bénéficier du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération :

- Les fonctionnaires titulaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les fonctionnaires stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel

Les agents de droit privé ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération.

### **Article 2 : Modalités d'attribution individuelle**

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE et, le cas échéant, au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

### **Article 3 : Conditions de cumul**

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe, exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Il peut en revanche être cumulé avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif,
- Les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- La prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel

## **II – Mise en œuvre de l'IFSE**

### **Article 4 : Détermination des groupes de fonction et montants maxima**

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE) ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents.

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Les fonctions occupées par les fonctionnaires d'un même cadre d'emplois sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils seront réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Ces montants évolueront au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale en tenant compte des fonctions exercées et de l'expérience professionnelle de l'agent.

### **FILIÈRE ADMINISTRATIVE**

| Catégorie et cadres d'emplois                    | Groupes    | Emplois                           | IFSE<br>Montant maximal annuel |
|--------------------------------------------------|------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| Catégorie A<br>Attachés<br>Secrétaires de mairie | Groupe 1   | Attachés<br>Secrétaires de mairie | 36 210                         |
|                                                  | Groupe 2   |                                   | 32 130                         |
|                                                  | Groupe 3   |                                   | 25 500                         |
|                                                  | Groupe 4   |                                   | 20 400                         |
| Catégorie B<br>Rédacteurs                        | Groupe B 1 | Rédacteurs                        | 17 480                         |
|                                                  | Groupe B 2 |                                   | 16 015                         |
|                                                  | Groupe B 3 |                                   | 14 650                         |

|                       |            |                        |        |
|-----------------------|------------|------------------------|--------|
| Catégorie C           | Groupe C 1 | Adjoint administratifs | 11 340 |
| Adjoint administratif | Groupe C 2 |                        | 10 800 |

#### **FILIERE TECHNIQUE**

| Catégorie et cadres d'emplois | Groupes    | Emplois            | IFSE<br>Montant maximal annuel |
|-------------------------------|------------|--------------------|--------------------------------|
| Catégorie C                   | Groupe C 1 | Adjoint techniques | 11 340                         |
| Adjoint techniques            | Groupe C 2 |                    | 10 800                         |

#### **Article 5 : Périodicité de versement**

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel.

#### **Article 6 : Modalités de maintien ou suppression de l'IFSE**

En ce qui concerne le cas des agents momentanément indisponibles (congé maternité et paternité, accident de service ou maladie professionnelle, congé maladie, congés annuels et autorisation spéciale d'absence, congés pour formation syndicale), il sera fait application des dispositions applicables aux agents de l'État (décret n° 2010-997 du 26/08/2010) à savoir :

- Le versement de l'IFSE est maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, congés de maladie ordinaire dans la limite du traitement, congé pour accident de travail, accident de trajet, accident de service et congé pour maladie professionnelle.
- Les primes et indemnités cesseront d'être versées pendant les congés de longue maladie, grave maladie, longue durée.

Toutefois, Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé maladie ordinaire lui demeurent acquises.

### **III – Mise en œuvre du CIA (Complément Indemnitaire Annuel)**

#### **Article 7**

Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir :

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent. Il tiendra compte des éléments appréciés dans le cadre de l'évaluation professionnelle

#### **Article 8 : Détermination des montants maxima par groupes de fonction**

Le CIA peut être attribué aux agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-après, dans la limite des plafonds suivants, eu égard aux groupes de fonctions dont ils relèvent.

#### **FILIERE ADMINISTRATIVE**

| Catégorie et cadres d'emplois                    | Groupes    | Emplois                           | CIA<br>Montant maximal annuel |
|--------------------------------------------------|------------|-----------------------------------|-------------------------------|
| Catégorie A<br>Attachés<br>Secrétaires de mairie | Groupe 1   | Attachés<br>Secrétaires de mairie | 6 390                         |
|                                                  | Groupe 2   |                                   | 5 670                         |
|                                                  | Groupe 3   |                                   | 4 500                         |
|                                                  | Groupe 4   |                                   | 3 600                         |
| Catégorie B<br>Rédacteurs                        | Groupe B 1 | Rédacteurs                        | 6 390                         |
|                                                  | Groupe B 2 |                                   | 5 670                         |
|                                                  | Groupe B 3 |                                   | 4 500                         |
| Catégorie C<br>Adjoint administratif             | Groupe C 1 | Adjoint administratifs            | 1 260                         |
|                                                  | Groupe C 2 |                                   | 1 200                         |

#### **FILIERE TECHNIQUE**

| Catégorie et cadres d'emplois | Groupes    | Emplois            | CIA<br>Montant maximal annuel |
|-------------------------------|------------|--------------------|-------------------------------|
| Catégorie C                   | Groupe C 1 | Adjoint techniques | 1 260                         |
| Adjoint techniques            | Groupe C 2 |                    | 1 200                         |

#### **Article 9 : Périodicité de versement**

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

#### **Article 10 : Modalités de maintien ou suppression du CIA**

En ce qui concerne le cas des agents momentanément indisponibles (congé maternité et paternité, accident de service ou maladie professionnelle, congé maladie, congés annuels et autorisation spéciale d'absence, congés pour formation syndicale), il sera fait application des dispositions applicables aux agents de l'État (décret n° 2010-997 du 26/08/2010) à savoir :

Le versement du CIA est maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, congés de maladie ordinaire dans la limite du traitement, congé pour accident de travail, accident de trajet, accident de service et congé pour maladie professionnelle.

Les primes et indemnités cesseront d'être versées pendant les congés de longue maladie, grave maladie, longue durée.

Toutefois, Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé maladie ordinaire lui demeurent acquises.

#### **Article 11 : Date d'effet**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/01/2026

L'organe délibérant, après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** d'adopter le régime indemnitaire ainsi proposé à compter du 01/01/2026

Les crédits correspondant à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité ou de l'établissement.

**ADOPTÉ** à l'unanimité des membres présents.

---

#### **DEL2026\_04**

#### **Déclassement de la parcelle cadastrale n°179 – feuille 000 ZI 01 et affectation au domaine public communal - chemin rural en terre**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment les articles L.2111-1 et suivants relatifs au domaine public et à l'aliénation/déclassement des biens communaux ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment les articles relatifs aux chemins ruraux ;

Vu la situation cadastrale actuelle de la parcelle n°179, feuille 000 ZA 01, anciennement échangée avec un particulier ;

Vu les règles de déclassement et d'affectation au domaine public communal ;

Considérant que la parcelle n°179 – feuille 000 ZA 01, précédemment échangée avec un particulier, reste inscrite au cadastre mais doit être intégrée au domaine public communal ;

Considérant que cette parcelle constitue un chemin rural en terre, ouvert à la circulation publique ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au déclassement de la parcelle et à son affectation au domaine public communal, conformément aux dispositions légales ;

Considérant que l'intégration de cette parcelle au domaine public permet la protection du chemin et son usage public pérenne ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal DÉCIDE à l'unanimité :

#### **Article 1 - Déclassement**

La parcelle cadastrale n°179 – feuille 000 ZI 01 est déclassée du domaine privé communal et de tout régime antérieur.

#### **Article 2 - Affectation**

La même parcelle est affectée au domaine public communal en qualité de chemin rural en terre, ouvert à la circulation publique.

#### **Article 3 - Autorisations**

Le Maire est autorisé à effectuer toutes les démarches nécessaires auprès du service du cadastre et de la publicité foncière pour mettre en œuvre le déclassement et l'affectation, et à signer tous documents y afférents.

#### **Article 4 - Publicité et enregistrement**

La présente délibération sera transmise pour publication et mention cadastrale, conformément aux dispositions légales en vigueur.

---

**DEL2026\_05**

**Approbation de la révision des attributions de compensation 2026 selon la procédure de droit commun**

**Exposé des motifs**

L'évaluation des charges transférées résultant de l'adoption de la FPU (Fiscalité Professionnelle Unique), d'un transfert de compétences, d'une modification de l'intérêt communautaire ou d'une modification du périmètre communautaire est une mission qui incombe à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

La CLECT a travaillé sur la restitution de la compétence « contribution au SDIS » aux communes membres à partir du 1er janvier 2026.

La restitution de cette compétence aux communes membres a été actée par modification des statuts de la Communauté d'Agglomération, approuvée par délibérations concordantes du Conseil de Communauté et de la majorité des communes membres et par arrêté préfectoral du 22 octobre 2025.

Le rapport de la CLECT identifie les évaluations et les propositions de corrections des AC au titre des dispositions de droit commun et en dérogation de ces mêmes dispositions conformément au Code Général des Impôts.

L'intégration des motifs de révision selon la procédure de droit commun, comme indiqué au rapport de la CLECT ci-annexé, porte le niveau des attributions de compensation à verser par l'agglomération aux communes à 7 973 755 € pour 2026. Le montant détaillé par commune est présenté dans le rapport joint en annexe.

Le Conseil Municipal,  
Où cet exposé,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le IV et le 1° bis du V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2025 relatif à la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Gaillac Graulhet,

Vu la délibération du 13 août 2021 portant composition de la Commission d'évaluation des charges transférées (CLECT),

Vu le rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 26 janvier 2026, approuvé en séance,

Vu la délibération n° 21\_202 du Conseil de Communauté du 9 février 2026 approuvant la révision des attributions de compensation 2026 selon la procédure de droit commun,

- **PREND ACTE** du rapport de la CLECT en date du 26 janvier 2026 tel qu'annexé,

- **APPROUVE** l'évaluation des charges transférées au 1er janvier 2026 pour un montant de 7 973 755 € correspondant à des attributions telles qu'elles ressortaient du droit commun,

Et, pour la commune de LOUPIAC, un montant définitif d'attribution de compensation à verser à la communauté d'agglomération de la communauté d'agglomération de 40 878 €.

## CLECT 2026

### Réunion de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées

26/01/2026



1

## Feuille de route de la CLECT 2026

### Feuille de route 2026 :

A la suite du transfert de compétences « contribution SDIS » au 1<sup>er</sup> janvier 2026, il convient d'évaluer les charges de ce transfert.

Comme l'impose le Code Général des Impôts, en son article 1609 nonies C IV « *La commission locale chargée d'évaluer les charges transférées remet dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées* ». Pour cette raison, la CLECT se réunira exceptionnellement en janvier sur le présent sujet et sur d'éventuels autres sujets comme habituellement en milieu d'année.

En complément, les communes de Briatexte, Labessière-Candeil et Puyceli ont manifesté leur souhait de régulariser leur contribution au titre de l'activité Savoir-nager de la compétence Education. En effet, lors de la CLECT 2025, ces communes n'avaient pas approuvé leur participation au financement du dispositif. La présente CLECT intégrera ainsi ces corrections d'AC.

Enfin, une erreur de 30€ envers Gaillac doit être rectifiée quant à la retenue Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU).



## Rappels méthodologiques

3

## Rappel de la gouvernance de la CLECT

### Election en CLECT le 05/07/2021 à l'unanimité :

- Présidence par Paul Salvador
- Vice-Présidence par Michel Bonnet

4



## Rappel de l'organisation de la CLECT

Conformément au Règlement Intérieur (actualisé le 11/07/2022), article 64 I à III, la CLECT fixe lors de sa mise en place :

- 1) La périodicité des réunions
- 2) Les modalités de fixation de l'OJ
- 3) Les délais et modalités de convocation et d'envoi de documents préparatoires
- 4) Les conditions de quorum et de vote
- 5) Les modalités de publicité des débats et décisions

La délibération du 13/08/2020 a fixé :

- 1 représentant pour toute commune de moins de 2000 habitants
- 2 représentants pour les communes comprises entre 2 000 et 10 000 habitants
- 3 représentants pour les communes de plus de 10 000 habitants

5

## Rappel de l'organisation de la CLECT

Par décision lors de la CLECT du 05/07/2021 :

### 1) La périodicité des réunions :

**Unanimité** : 4 réunions au maximum dans le souci de tenir les délais de délibérations municipales et de délibération communautaire quant aux AC définitives et provisoires

### 2) Les modalités de fixation de l'ODJ

**Unanimité** : fixation par le Président de la CLECT

### 3) Les délais et modalités de convocation et d'envoi de documents préparatoires

**Unanimité** : identiques à ceux du conseil communautaire

### 4) Les conditions de quorum et de vote

**Unanimité** : quorum atteint si 50% des membres en exercice sont présents en séance : a minima 33 sur les 65 représentants

**Unanimité** : vote à la majorité simple pour approbation de toute évaluation (dont pouvoirs)

### 5) Les modalités de publicité des débats et décisions

**Unanimité** : rédaction d'un compte rendu diffusé sous 15 jours par mail aux membres et accessible sur la plateforme élus



6

## Rappel du rôle de la CLECT et du processus de décision

### 1) Qu'est-ce que l'Attribution de Compensation ?

L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre les communes et la Communauté (5,297 M€ au sein de notre bloc communal)

Le cadre juridique et financier de l'AC est prévu à l'article 1609 *nonies* C du Code Général des Impôts (CGI).

AC communale = fiscalité économique transférée dans les années 2000 (TP) +/- charges transférées entre la CAGG et la commune

Chaque nouveau transfert de charges ou révision d'AC implique une nouvelle constatée par évaluation de droit commun et éventuellement par évaluation de droit commun (fixation ou révision libre).

7

## Rappel du rôle de la CLECT et du processus de décision

### 2) Quel rôle tient la CLECT ?

La CLECT a pour mission de proposer au Conseil Communautaire une évaluation des charges liées :

- Aux transferts de compétences et/ou d'équipements entre EPCI et communes membres
- Aux révisions de la charge des compétences et/ou équipements déjà transférés

Pour ces deux modalités la CLECT :

- Dresse une évaluation de droit commun pour tout nouveau transfert de charge
- Peut dresser une évaluation dérogatoire au droit commun (fixation ou révision libre des AC) pour corriger ou actualiser la charge de la compétence ou du bien transféré (à l'année du transfert ou les suivantes)

Le contenu du rapport ne s'impose pas au Conseil Communautaire en cas de fixation ou révision libre des AC.

Plus encore, en l'absence de nouveau transfert de charges (ex : voirie), le rapport de la CLECT n'est pas obligatoire.

8



## Rappel du rôle de la CLECT et du processus de décision

La CLECT évalue les charges au travers d'un rapport :

| S'il s'agit de transfert d'un équipement                                                                                                                            |                                           | S'il ne s'agit pas de transfert d'un équipement                      |                                                                                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| 1 - Coût de réalisation                                                                                                                                             | si l'EPCI l'a créé                        | Constat du coût réel des charges de fonctionnement du CA N-1         | liberté de fixation de l'investissement                                        |
| 2 - Coût d'acquisition                                                                                                                                              | si l'EPCI l'a acheté                      |                                                                      |                                                                                |
| 3 - Coût de renouvellement                                                                                                                                          | si la donnée est pertinente               | Constat du coût réel des charges de fonctionnement des CA antérieurs | liberté de fixation du nombre d'exercices comptabilisés et de l'investissement |
| 4 - Selon sa charge financière et dépenses d'entretien                                                                                                              | à défaut des précédentes ou si pertinente |                                                                      |                                                                                |
| Calcul selon : durée de vie normale d'utilisation, perte de valeur dans le temps, coût et produits directement rattachés au bien à ramener à une moyenne annualisée |                                           |                                                                      |                                                                                |

9

## Rappel du rôle de la CLECT et du processus de décision

### 3) Sous quelles modalités les AC sont-elles approuvées ?

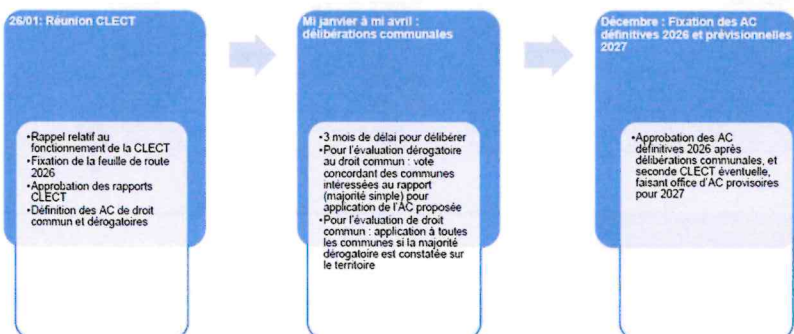
- Validation du rapport (art. 5211-5 II CGCT)



- Délibération municipale sous 3 mois à compter de la transmission du rapport présenté en Conseil Communautaire.

10

## Rappel du rôle de la CLECT et du processus de décision



Nb : en cas de révision dérogatoire, la commune qui délibère contre la proposition de réviser librement le montant de son AC conserve ainsi son montant d'AC ou se voit appliquer celui de l'évaluation de droit commun. Le refus d'une commune n'empêche pas la révision des montants d'AC des autres communes qui doivent se prononcer sur leurs propres révisions.

11

## Evaluation de droit commun relative au transfert de la compétence « Contribution SDIS »

12

## Transfert de la compétence SDIS

Pour rappel, la Communauté finançait de 2017 à 2025 la participation au SDIS en lieu et place de l'ensemble des communes membres.

Néanmoins, la participation évoluait à la hausse annuellement pour atteindre en 2025 2 592 663 €, soit 601 866 € de plus que la recette associée.

En cumulé 2017-2025, ce déficit représentait 2 675 424 €.

Lors de la CLECT 2025, il a été proposé de corriger le déficit annuel (601 866 € en 2025) et que celui-ci soit réduit de moitié chaque année, à compter de 2025, par une nouvelle retenue sur AC.

L'économie ainsi réalisée permet de financer le volet de fonctionnement du Savoir-nager.

Seules trois communes se sont opposées à ce dispositif :

- Briatexte pour 2 901 € / an
- Labessière Candeil pour 1 372 € / an
- Graulhet pour 74 774 € / an

A cette correction, il a été convenu que l'évaluation et la correction d'AC permettant aux communes d'honorer la prise en charge de la contribution annuelle au SDIS à compter de 2026 fasse l'objet d'une CLECT très tôt en 2026.

Les contributions 2026 étant désormais connues, en évolution de 30 259,74 € entre 2025 (2 592 663,96 €) et 2026 (2 622 923,70 €) il s'agit de fixer l'évaluation de cette charge qu'assument les communes depuis le 1<sup>er</sup> janvier comme suit :

13

## Transfert de la compétence SDIS

|                        | Contribution<br>SDIS 2026 |                         |                    |
|------------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------|
| ALOS                   | 1 941 €                   | LAGRAVE                 | 53 564 €           |
| ANDILLAC               | 2 462 €                   | LARROQUE                | 3 414 €            |
| AUSSAC                 | 5 880 €                   | LASGRAISSES             | 13 361 €           |
| BEAUVAIS SUR TESCOU    | 8 808 €                   | LE VERDIER              | 4 849 €            |
| BERNAC                 | 4 188 €                   | LISLE SUR TARN          | 111 556 €          |
| BRENS                  | 53 375 €                  | LOUPIAC                 | 10 469 €           |
| BRIATEXTE              | 44 845 €                  | MEZENS                  | 12 423 €           |
| BROZE                  | 2 432 €                   | MONTANS                 | 35 529 €           |
| BUSQUE                 | 16 476 €                  | MONTDURAUSSE            | 9 160 €            |
| CADALEN                | 35 585 €                  | MONTELS                 | 2 278 €            |
| CAHUZAC SUR VERE       | 24 081 €                  | MONTGAILLARD            | 8 450 €            |
| CAMPAGNAC              | 3 433 €                   | MONTVALEN               | 5 716 €            |
| CASTANET               | 4 228 €                   | PARISOT                 | 23 372 €           |
| CASTELNAU DE MONTMIRAL | 19 664 €                  | PEYROLE                 | 13 275 €           |
| CESTAYROLS             | 10 287 €                  | PUYBEGON                | 14 688 €           |
| COUFOULEUX             | 70 692 €                  | PUYCELSI                | 9 773 €            |
| FAYSSAC                | 7 638 €                   | RABASTENS               | 121 643 €          |
| FENOLS                 | 5 192 €                   | RIVERES                 | 24 941 €           |
| FLORENTIN              | 15 787 €                  | ROQUEMAURE              | 11 033 €           |
| GAILLAC                | 914 684 €                 | SAINT BEAUZILE          | 2 729 €            |
| GIROUSSENS             | 36 518 €                  | SAINT GAUZENS           | 21 137 €           |
| GRAULHET               | 654 340 €                 | SAINT URCISSE           | 5 225 €            |
| GRAZAC                 | 14 943 €                  | SAINTE CECILE DU CAYROU | 2 549 €            |
| ITZAC                  | 3 717 €                   | SALVAGNAC               | 29 154 €           |
| LA SAUZIERE SAINT JEAN | 6 132 €                   | SENOUILLAC              | 24 852 €           |
| LABASTIDE DE LEVIS     | 22 446 €                  | TAURIAC                 | 8 961 €            |
| LABESSIERE CANDEIL     | 16 986 €                  | TECOU                   | 25 054 €           |
|                        |                           | TONNAC                  | 2 447 €            |
|                        |                           | VIEUX                   | 4 562 €            |
|                        |                           | <b>Total</b>            | <b>2 622 924 €</b> |

14

## Evaluation dérogatoire de droit commun relative au correctif du Savoir-nager

15

### Savoir-nager

A l'issue de la révision des AC en 2025, seules trois communes n'avaient pas approuvé le rapport de la CLECT relatif au financement du volet d'investissement du dispositif Savoir-nager (1,50€/hab) :

- Briatexte pour 2 970 € / an
- Labessière Candeil pour 1 122 € / an
- Puycelsi pour 699 € / an

Ces communes ont émis le souhait de revenir sur ce sujet et abonder le financement du dispositif sur le volet de l'investissement, notamment :

- Labessière-Candeil via la délibération n°2025/D61 en date du 10/12/2025
- Puycelsi via la délibération n°2025-28 en date du 17/12/2025

Néanmoins, elles ne souhaitent pas financer le volet de fonctionnement financé au travers de la correction « contribution SDIS » de 2025.

Pour rappel, sur le volet fonctionnement, leur participation était la suivante :

- Briatexte pour 2 901 € / an
- Labessière Candeil pour 1 372 € / an
- Puycelsi pour 0 € / an (financement fiscalisé depuis l'origine)

Ce volet « correction de la contribution SDIS » sera, en accord avec les communes, rediscuté dans le cadre du pacte financier et fiscal à venir.

Il est donc proposé de corriger les AC des montants susmentionnés, uniquement pour le volet d'investissement.

16

## Révision libre de la retenue sur AC de Gaillac au titre de la GEPU

### GEPU

Lors de la CLECT 2025, une erreur s'est glissée sur la retenue sur AC de Gaillac.

En effet, le rapport retient une correction de - 635 € alors que la correction devait être de - 605 €.

La retenue avant CLECT était de - 59 400 € et cette dernière devait évoluer à - 60 005 €, soit - 605 €.

Il est proposé de corriger dans ce sens la retenue 2026, +60 € au titre de 2025 et 2026, puis revenir à une retenue de -605 € / an à compter de 2027.

### Bilan des évaluations - dispositions de droit commun

| COMMUNES               | AC provisoire 2026 |                 |           | Correction<br>Contribution<br>SDIS | AC 2026 définitive |                 |           |
|------------------------|--------------------|-----------------|-----------|------------------------------------|--------------------|-----------------|-----------|
|                        | AC totale          | AC Hors<br>Voie | AC Voie   |                                    | AC totale          | AC Hors<br>Voie | AC Voie   |
| ALOS                   | 1 615 €            | 4 713 €         | 3 098 €   | 1 941 €                            | 3 556 €            | 6 654 €         | 3 098 €   |
| ANDILLAC               | 2 055 €            | 823 €           | 1 232 €   | 2 462 €                            | 408 €              | 1 640 €         | 1 232 €   |
| AUSSAC                 | 10 374 €           | 13 414 €        | 3 040 €   | 5 880 €                            | 16 254 €           | 19 294 €        | 3 040 €   |
| BEAUVAIS SUR TESCOU    | 22 662 €           | 21 064 €        | 1 598 €   | 8 808 €                            | 13 854 €           | 12 256 €        | 1 598 €   |
| BERNAC                 | 7 414 €            | 7 043 €         | 14 457 €  | 4 188 €                            | 3 226 €            | 11 231 €        | 14 457 €  |
| BRENS                  | 71 087 €           | 59 736 €        | 130 823 € | 53 375 €                           | 17 712 €           | 113 111 €       | 130 823 € |
| BRIATEXTE              | 311 295 €          | 312 295 €       | 1 000 €   | 44 845 €                           | 356 140 €          | 357 140 €       | 1 000 €   |
| BROZE                  | 13 143 €           | 23 839 €        | 10 696 €  | 2 432 €                            | 15 575 €           | 26 271 €        | 10 696 €  |
| BUSQUE                 | 32 706 €           | 18 883 €        | 13 823 €  | 16 476 €                           | 16 230 €           | 2 407 €         | 13 823 €  |
| CADALEN                | 143 674 €          | 69 144 €        | 74 530 €  | 35 585 €                           | 108 089 €          | 33 559 €        | 74 530 €  |
| CAHUZAC SUR VERE       | 129 318 €          | 142 602 €       | 13 284 €  | 24 081 €                           | 153 399 €          | 166 683 €       | 13 284 €  |
| CAMPAGNAC              | 2 972 €            | 4 073 €         | 1 101 €   | 3 433 €                            | 6 405 €            | 7 506 €         | 1 101 €   |
| CASTANET               | 1 238 €            | 11 885 €        | 10 647 €  | 4 228 €                            | 5 466 €            | 16 113 €        | 10 647 €  |
| CASTELNAU DE MONTMIRAL | 25 778 €           | 42 910 €        | 17 132 €  | 19 664 €                           | 45 442 €           | 62 574 €        | 17 132 €  |
| CESTAYROLS             | 42 684 €           | 19 816 €        | 62 500 €  | 10 287 €                           | 32 397 €           | 30 103 €        | 62 500 €  |
| COUFOULEUX             | 99 572 €           | 99 572 €        | - €       | 70 692 €                           | 28 880 €           | 28 880 €        | - €       |
| FAYSSAC                | 30 689 €           | 21 169 €        | 9 520 €   | 7 638 €                            | 23 051 €           | 13 531 €        | 9 520 €   |
| FENOLS                 | 4 458 €            | 6 936 €         | 11 394 €  | 5 192 €                            | 734 €              | 12 128 €        | 11 394 €  |
| FLORENTIN              | 12 333 €           | 5 389 €         | 17 722 €  | 15 787 €                           | 3 454 €            | 21 176 €        | 17 722 €  |
| GAILLAC                | 3 198 005 €        | 3 388 005 €     | 190 000 € | 914 684 €                          | 4 112 689 €        | 4 302 689 €     | 190 000 € |
| GIROUSSENS             | 58 639 €           | 31 361 €        | 90 000 €  | 36 518 €                           | 22 121 €           | 67 879 €        | 90 000 €  |
| GRAULHET               | 2 114 119 €        | 2 170 119 €     | 56 000 €  | 654 340 €                          | 2 768 459 €        | 2 824 459 €     | 56 000 €  |
| GRAZAC                 | 49 118 €           | 20 518 €        | 28 600 €  | 14 943 €                           | 34 175 €           | 5 575 €         | 28 600 €  |
| ITZAC                  | 38 342 €           | 1 404 €         | 36 938 €  | 3 717 €                            | 34 625 €           | 2 313 €         | 36 938 €  |
| LA SAUZIERE SAINT JEAN | 21 297 €           | 6 323 €         | 14 974 €  | 6 132 €                            | 15 165 €           | 191 €           | 14 974 €  |
| LABASTIDE DE LEVIS     | 84 280 €           | 111 972 €       | 27 692 €  | 22 446 €                           | 106 726 €          | 134 418 €       | 27 692 €  |
| LABESSIERE CANDEIL     | 118 278 €          | 74 606 €        | 43 672 €  | 16 986 €                           | 101 292 €          | 57 620 €        | 43 672 €  |
| LAGRAVE                | 186 126 €          | 186 126 €       | - €       | 53 564 €                           | 239 690 €          | 239 690 €       | - €       |
| LARROQUE               | 12 632 €           | 16 506 €        | 3 874 €   | 3 414 €                            | 16 046 €           | 19 920 €        | 3 874 €   |

Gaillac-Graulhet  
AGGLOMERATION  
Entre communes et habitants

### Bilan des évaluations - dispositions de droit commun

| COMMUNES                | AC provisoire 2026 |                 |             | Correction<br>Contribution<br>SDIS | AC 2026 définitive |                 |             |
|-------------------------|--------------------|-----------------|-------------|------------------------------------|--------------------|-----------------|-------------|
|                         | AC totale          | AC Hors<br>Voie | AC Voie     |                                    | AC totale          | AC Hors<br>Voie | AC Voie     |
| LASGRAISSES             | 30 553 €           | 14 184 €        | 44 737 €    | 13 361 €                           | 17 192 €           | 27 545 €        | 44 737 €    |
| LE VERDIER              | 7 649 €            | 11 262 €        | 3 613 €     | 4 849 €                            | 12 498 €           | 16 111 €        | 3 613 €     |
| LISLE SUR TARN          | 344 085 €          | 344 085 €       | - €         | 111 556 €                          | 455 641 €          | 455 641 €       | - €         |
| LOUPIAC                 | 15 944 €           | 30 409 €        | 14 465 €    | 10 469 €                           | 26 413 €           | 40 878 €        | 14 465 €    |
| MEZENS                  | 66 268 €           | 59 415 €        | 6 853 €     | 12 423 €                           | 53 845 €           | 46 992 €        | 6 853 €     |
| MONTANS                 | 34 247 €           | 71 136 €        | 36 889 €    | 35 529 €                           | 69 776 €           | 106 665 €       | 36 889 €    |
| MONTDURASSE             | 51 472 €           | 8 055 €         | 43 417 €    | 9 160 €                            | 42 312 €           | 1 105 €         | 43 417 €    |
| MONTELS                 | 6 231 €            | 6 807 €         | 576 €       | 2 278 €                            | 8 509 €            | 9 085 €         | 576 €       |
| MONTGAILLARD            | 26 303 €           | 23 693 €        | 2 610 €     | 8 450 €                            | 17 853 €           | 15 243 €        | 2 610 €     |
| MONTVALEN               | 14 416 €           | 12 095 €        | 2 321 €     | 5 716 €                            | 8 700 €            | 6 379 €         | 2 321 €     |
| PARISOT                 | 128 267 €          | 76 162 €        | 52 105 €    | 23 372 €                           | 104 895 €          | 52 790 €        | 52 105 €    |
| PEYROLE                 | 82 039 €           | 46 116 €        | 35 923 €    | 13 275 €                           | 68 764 €           | 32 841 €        | 35 923 €    |
| PUYBEGON                | 14 077 €           | 7 555 €         | 21 632 €    | 14 688 €                           | 611 €              | 22 243 €        | 21 632 €    |
| PUYCELSI                | 29 130 €           | 37 016 €        | 7 886 €     | 9 773 €                            | 38 903 €           | 46 789 €        | 7 886 €     |
| RABASTENS               | 215 858 €          | 293 137 €       | 77 279 €    | 121 643 €                          | 337 501 €          | 414 780 €       | 77 279 €    |
| RIVIERES                | 94 897 €           | 102 897 €       | 8 000 €     | 24 941 €                           | 119 838 €          | 127 838 €       | 8 000 €     |
| ROQUEMAURE              | 80 584 €           | 50 584 €        | 30 000 €    | 11 033 €                           | 69 551 €           | 39 551 €        | 30 000 €    |
| SAINT BEAUZILE          | 299 €              | 1 175 €         | 1 473 €     | 2 729 €                            | 2 431 €            | 3 904 €         | 1 473 €     |
| SAINT GAUZENS           | 3 270 €            | 61 182 €        | 57 912 €    | 21 137 €                           | 24 407 €           | 82 319 €        | 57 912 €    |
| SAINT URCSISSE          | 6 187 €            | 6 187 €         | - €         | 5 225 €                            | 962 €              | 962 €           | - €         |
| SAINTE CECILE DU CAYROU | 3 871 €            | 3 478 €         | 7 348 €     | 2 549 €                            | 1 322 €            | 6 027 €         | 7 348 €     |
| SALVAGNAC               | 125 780 €          | 120 691 €       | 5 089 €     | 29 154 €                           | 96 626 €           | 91 537 €        | 5 089 €     |
| SENOUILLAC              | 75 943 €           | 21 302 €        | 54 641 €    | 24 852 €                           | 51 091 €           | 3 550 €         | 54 641 €    |
| TAURIAC                 | 26 227 €           | 22 640 €        | 3 587 €     | 8 961 €                            | 17 266 €           | 13 679 €        | 3 587 €     |
| TECOU                   | 24 295 €           | 7 205 €         | 31 500 €    | 25 054 €                           | 759 €              | 32 259 €        | 31 500 €    |
| TONNAC                  | 27 462 €           | 35 660 €        | 8 198 €     | 2 447 €                            | 29 909 €           | 38 107 €        | 8 198 €     |
| VIEUX                   | 7 248 €            | 1 158 €         | 8 406 €     | 4 562 €                            | 2 686 €            | 5 720 €         | 8 406 €     |
| Total                   | 5 350 833 €        | 6 806 640 €     | 1 455 807 € | 2 622 924 €                        | 7 973 757 €        | 9 429 564 €     | 1 455 807 € |

Gaillac-Graulhet  
AGGLOMERATION  
Entre communes et habitants

## Bilan des évaluations - dérogatoires de droit commun

| COMMUNES               | AC provisoire 2026 |                 |             | Correction<br>GEPU et<br>savoir nager | AC 2026 définitive |                 |             | AC 2027 provisoire |                 |             |
|------------------------|--------------------|-----------------|-------------|---------------------------------------|--------------------|-----------------|-------------|--------------------|-----------------|-------------|
|                        | AC totale          | AC Hors<br>Voie | AC Voie     |                                       | AC totale          | AC Hors<br>Voie | AC Voie     | AC totale          | AC Hors<br>Voie | AC Voie     |
| ALOS                   | 3 556 €            | 6 654 €         | - 3 098 €   |                                       | 3 556 €            | 6 654 €         | - 3 098 €   | 3 556 €            | 6 654 €         | - 3 098 €   |
| ANDILLAC               | 408 €              | 1 640 €         | - 1 232 €   |                                       | 408 €              | 1 640 €         | - 1 232 €   | 408 €              | 1 640 €         | - 1 232 €   |
| AUSSAC                 | 16 254 €           | 19 294 €        | - 3 040 €   |                                       | 16 254 €           | 19 294 €        | - 3 040 €   | 16 254 €           | 19 294 €        | - 3 040 €   |
| BEAUVAIS SUR TESCOU    | 13 854 €           | 12 256 €        | - 1 598 €   |                                       | 13 854 €           | 12 256 €        | - 1 598 €   | 13 854 €           | 12 256 €        | - 1 598 €   |
| BERNAC                 | 3 226 €            | 11 231 €        | - 14 457 €  |                                       | 3 226 €            | 11 231 €        | - 14 457 €  | 3 226 €            | 11 231 €        | - 14 457 €  |
| BRENS                  | 17 712 €           | 113 111 €       | - 130 823 € |                                       | 17 712 €           | 113 111 €       | - 130 823 € | 17 712 €           | 113 111 €       | - 130 823 € |
| BRIATEXTE              | 356 140 €          | 357 140 €       | - 1 000 €   | - 2 970 €                             | 353 170 €          | 354 170 €       | - 1 000 €   | 353 170 €          | 354 170 €       | - 1 000 €   |
| BROZE                  | 15 575 €           | 26 271 €        | - 10 696 €  |                                       | 15 575 €           | 26 271 €        | - 10 696 €  | 15 575 €           | 26 271 €        | - 10 696 €  |
| BUSQUE                 | 16 230 €           | 2 407 €         | - 13 823 €  |                                       | 16 230 €           | 2 407 €         | - 13 823 €  | 16 230 €           | 2 407 €         | - 13 823 €  |
| CADALEN                | 108 089 €          | 33 559 €        | - 74 530 €  |                                       | 108 089 €          | 33 559 €        | - 74 530 €  | 108 089 €          | 33 559 €        | - 74 530 €  |
| CAHUZAC SUR VERE       | 153 399 €          | 166 683 €       | - 13 284 €  |                                       | 153 399 €          | 166 683 €       | - 13 284 €  | 153 399 €          | 166 683 €       | - 13 284 €  |
| CAMPAGNAC              | 6 405 €            | 7 506 €         | - 1 101 €   |                                       | 6 405 €            | 7 506 €         | - 1 101 €   | 6 405 €            | 7 506 €         | - 1 101 €   |
| CASTANET               | 5 466 €            | 16 113 €        | - 10 647 €  |                                       | 5 466 €            | 16 113 €        | - 10 647 €  | 5 466 €            | 16 113 €        | - 10 647 €  |
| CASTELNAU DE MONTMIRAL | 45 442 €           | 62 574 €        | - 17 132 €  |                                       | 45 442 €           | 62 574 €        | - 17 132 €  | 45 442 €           | 62 574 €        | - 17 132 €  |
| CESTAYROLS             | 32 397 €           | 30 103 €        | - 62 500 €  |                                       | 32 397 €           | 30 103 €        | - 62 500 €  | 32 397 €           | 30 103 €        | - 62 500 €  |
| COUFOULEUX             | 28 880 €           | - 28 880 €      | - €         |                                       | 28 880 €           | - 28 880 €      | - €         | 28 880 €           | - 28 880 €      | - €         |
| FAYSSAC                | 23 051 €           | 13 531 €        | - 9 520 €   |                                       | 23 051 €           | 13 531 €        | - 9 520 €   | 23 051 €           | 13 531 €        | - 9 520 €   |
| FENOLS                 | 734 €              | 12 128 €        | - 11 394 €  |                                       | 734 €              | 12 128 €        | - 11 394 €  | 734 €              | 12 128 €        | - 11 394 €  |
| FLORENTIN              | 3 454 €            | 21 176 €        | - 17 722 €  |                                       | 3 454 €            | 21 176 €        | - 17 722 €  | 3 454 €            | 21 176 €        | - 17 722 €  |
| GAILLAC                | 4 112 689 €        | 4 302 689 €     | - 190 000 € | 60 €                                  | 4 112 749 €        | 4 302 749 €     | - 190 000 € | 4 112 719 €        | 4 302 719 €     | - 190 000 € |
| GIROUSSENS             | 22 121 €           | 67 879 €        | - 90 000 €  |                                       | 22 121 €           | 67 879 €        | - 90 000 €  | 22 121 €           | 67 879 €        | - 90 000 €  |
| GRAULHET               | 2 768 459 €        | 2 824 459 €     | - 56 000 €  |                                       | 2 768 459 €        | 2 824 459 €     | - 56 000 €  | 2 768 459 €        | 2 824 459 €     | - 56 000 €  |
| GRAZAC                 | 34 175 €           | 5 575 €         | - 28 600 €  |                                       | 34 175 €           | 5 575 €         | - 28 600 €  | 34 175 €           | 5 575 €         | - 28 600 €  |
| ITZAC                  | 34 625 €           | 2 313 €         | - 36 938 €  |                                       | 34 625 €           | 2 313 €         | - 36 938 €  | 34 625 €           | 2 313 €         | - 36 938 €  |
| LA SAUZIERE SAINT JEAN | 15 165 €           | 191 €           | - 14 974 €  |                                       | 15 165 €           | 191 €           | - 14 974 €  | 15 165 €           | 191 €           | - 14 974 €  |
| LABASTIDE DE LEVIS     | 106 726 €          | 134 418 €       | - 27 692 €  |                                       | 106 726 €          | 134 418 €       | - 27 692 €  | 106 726 €          | 134 418 €       | - 27 692 €  |
| LABESSIERE CANDEIL     | 101 292 €          | 57 620 €        | - 43 672 €  | - 1 122 €                             | 102 414 €          | 58 742 €        | - 43 672 €  | 102 414 €          | 58 742 €        | - 43 672 €  |
| LAGRAVE                | 239 690 €          | 239 690 €       | - €         |                                       | 239 690 €          | 239 690 €       | - €         | 239 690 €          | 239 690 €       | - €         |
| LARROQUE               | 16 046 €           | 19 920 €        | - 3 874 €   |                                       | 16 046 €           | 19 920 €        | - 3 874 €   | 16 046 €           | 19 920 €        | - 3 874 €   |

21

## Bilan des évaluations - dérogatoires de droit commun

| COMMUNES                | AC provisoire 2026 |                 |               | Correction<br>GEPU et<br>savoir nager | AC 2026 définitive |                 |               | AC 2027 provisoire |                 |               |
|-------------------------|--------------------|-----------------|---------------|---------------------------------------|--------------------|-----------------|---------------|--------------------|-----------------|---------------|
|                         | AC totale          | AC Hors<br>Voie | AC Voie       |                                       | AC totale          | AC Hors<br>Voie | AC Voie       | AC totale          | AC Hors<br>Voie | AC Voie       |
| LASGRAISSES             | 17 192 €           | 27 545 €        | - 44 737 €    |                                       | 17 192 €           | 27 545 €        | - 44 737 €    | 17 192 €           | 27 545 €        | - 44 737 €    |
| LE VERDIER              | 12 498 €           | 16 111 €        | - 3 613 €     |                                       | 12 498 €           | 16 111 €        | - 3 613 €     | 12 498 €           | 16 111 €        | - 3 613 €     |
| LISLE SUR TARN          | 455 641 €          | 455 641 €       | - €           |                                       | 455 641 €          | 455 641 €       | - €           | 455 641 €          | 455 641 €       | - €           |
| LOUPIAC                 | 26 413 €           | 40 878 €        | - 14 465 €    |                                       | 26 413 €           | 40 878 €        | - 14 465 €    | 26 413 €           | 40 878 €        | - 14 465 €    |
| MEZENS                  | 53 845 €           | 46 992 €        | - 6 853 €     |                                       | 53 845 €           | 46 992 €        | - 6 853 €     | 53 845 €           | 46 992 €        | - 6 853 €     |
| MONTANS                 | 69 776 €           | 106 665 €       | - 36 889 €    |                                       | 69 776 €           | 106 665 €       | - 36 889 €    | 69 776 €           | 106 665 €       | - 36 889 €    |
| MONTDURAUSSE            | 42 312 €           | 1 105 €         | - 43 417 €    |                                       | 42 312 €           | 1 105 €         | - 43 417 €    | 42 312 €           | 1 105 €         | - 43 417 €    |
| MONTELS                 | 8 509 €            | 9 085 €         | - 576 €       |                                       | 8 509 €            | 9 085 €         | - 576 €       | 8 509 €            | 9 085 €         | - 576 €       |
| MONTGAILLARD            | 17 853 €           | 15 243 €        | - 2 610 €     |                                       | 17 853 €           | 15 243 €        | - 2 610 €     | 17 853 €           | 15 243 €        | - 2 610 €     |
| MONTVALEN               | 8 700 €            | 6 379 €         | - 2 321 €     |                                       | 8 700 €            | 6 379 €         | - 2 321 €     | 8 700 €            | 6 379 €         | - 2 321 €     |
| PARISOT                 | 104 895 €          | 52 790 €        | - 52 105 €    |                                       | 104 895 €          | 52 790 €        | - 52 105 €    | 104 895 €          | 52 790 €        | - 52 105 €    |
| PEYROLE                 | 68 764 €           | 32 841 €        | - 35 923 €    |                                       | 68 764 €           | 32 841 €        | - 35 923 €    | 68 764 €           | 32 841 €        | - 35 923 €    |
| PUYBEGON                | 611 €              | 22 243 €        | - 21 632 €    |                                       | 611 €              | 22 243 €        | - 21 632 €    | 611 €              | 22 243 €        | - 21 632 €    |
| PUYCELSI                | 38 903 €           | 46 789 €        | - 7 886 €     | 699 €                                 | 38 204 €           | 46 090 €        | - 7 886 €     | 38 204 €           | 46 090 €        | - 7 886 €     |
| RABASTENS               | 337 501 €          | 414 780 €       | - 77 279 €    |                                       | 337 501 €          | 414 780 €       | - 77 279 €    | 337 501 €          | 414 780 €       | - 77 279 €    |
| RIVIERES                | 119 838 €          | 127 838 €       | - 8 000 €     |                                       | 119 838 €          | 127 838 €       | - 8 000 €     | 119 838 €          | 127 838 €       | - 8 000 €     |
| ROQUEMAURE              | 69 551 €           | 39 551 €        | - 30 000 €    |                                       | 69 551 €           | 39 551 €        | - 30 000 €    | 69 551 €           | 39 551 €        | - 30 000 €    |
| SAINT BEAUZILE          | 2 431 €            | 3 904 €         | - 1 473 €     |                                       | 2 431 €            | 3 904 €         | - 1 473 €     | 2 431 €            | 3 904 €         | - 1 473 €     |
| SAINT GAUZENS           | 24 407 €           | 82 319 €        | - 57 912 €    |                                       | 24 407 €           | 82 319 €        | - 57 912 €    | 24 407 €           | 82 319 €        | - 57 912 €    |
| SAINT URCSSE            | 962 €              | - €             | - €           |                                       | 962 €              | - €             | - €           | 962 €              | - €             | - €           |
| SAINTE CECILE DU CAYROU | 1 322 €            | 6 027 €         | - 7 348 €     |                                       | 1 322 €            | 6 027 €         | - 7 348 €     | 1 322 €            | 6 027 €         | - 7 348 €     |
| SALVAGNAC               | 96 626 €           | 91 537 €        | - 5 089 €     |                                       | 96 626 €           | 91 537 €        | - 5 089 €     | 96 626 €           | 91 537 €        | - 5 089 €     |
| SENOUILLAC              | 51 091 €           | 3 550 €         | - 54 641 €    |                                       | 51 091 €           | 3 550 €         | - 54 641 €    | 51 091 €           | 3 550 €         | - 54 641 €    |
| TAURAC                  | 17 266 €           | 13 679 €        | - 3 587 €     |                                       | 17 266 €           | 13 679 €        | - 3 587 €     | 17 266 €           | 13 679 €        | - 3 587 €     |
| TECOU                   | 759 €              | 32 259 €        | - 31 500 €    |                                       | 759 €              | 32 259 €        | - 31 500 €    | 759 €              | 32 259 €        | - 31 500 €    |
| TONNAC                  | 29 909 €           | 38 107 €        | - 8 198 €     |                                       | 29 909 €           | 38 107 €        | - 8 198 €     | 29 909 €           | 38 107 €        | - 8 198 €     |
| VIEUX                   | 2 686 €            | 5 720 €         | - 8 406 €     |                                       | 2 686 €            | 5 720 €         | - 8 406 €     | 2 686 €            | 5 720 €         | - 8 406 €     |
| Total                   | 7 973 757 €        | 9 429 564 €     | - 1 455 807 € | - 4 731 €                             | 7 969 026 €        | 9 424 833 €     | - 1 455 807 € | 7 968 996 €        | 9 424 803 €     | - 1 455 807 € |

22

### Motion pour réaffirmer la nécessité de maintenir la compétence d'Autorité Organisatrice de la distribution d'Energie au SDET

Monsieur le maire fait lecture d'une proposition de motion à l'initiative du SDET. Elle est axée autour de la décentralisation et d'un transfert de compétence du SDET vers le département.

#### Extrait :

« ... »

- Considérant le nouvel acte de décentralisation lancé par le Premier ministre après sa nomination le 9 septembre 2025 « ... » afin de clarifier certaines compétences, notamment sur le plan local ;
- Considérant la déclaration faite par le Premier ministre « ... » de reconnaître le département comme le « chef de file des réseaux de proximité », en renforçant notamment à ce titre son rôle en matière de distribution d'électricité ;
- Considérant que la distribution d'électricité constitue une compétence dévolue au bloc communal depuis une loi du 15 juin 1906 « ... » ;



Département du Tarn  
Arrondissement d'ALBI  
Canton les Portes du Tarn  
Commune de LOUPIAC

**LISTE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL du 25 février 2026**

| Numéro     | Objet                                                                                                                              | Décision |
|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| DEL2026_01 | Vote des subventions communales – année 2026                                                                                       | Approuvé |
| DEL2026_02 | Création d'un poste d'Adjoint Administratif Principal 1 <sup>ère</sup> classe pour l'avancement de grade de Noémie POINT           | Approuvé |
| DEL2026_03 | Modification de la délibération 2023_19 concernant le RIFSEEP –<br>Modification de la périodicité de versement de l'IFSE           | Approuvé |
| DEL2026_04 | Déclassement de la parcelle cadastrale n°179 – feuille 000 ZI 01 et affectation au domaine public communal - chemin rural en terre | Approuvé |
| DEL2026_05 | Approbation de la révision des attributions de compensation 2026 selon la procédure de droit commun (CLECT)                        | Approuvé |

- Considérant la nécessité qu'une partie importante du produit de l'accise « ... » sur l'électricité demeure affectée à des investissements sur ces réseaux ;
- Considérant l'importance des besoins d'investissement sur les réseaux de distribution d'électricité sur le territoire des communes rurales, pour maintenir un niveau de qualité satisfaisant « ... » ;
- Considérant le besoin de renforcer la sécurité des ouvrages soumis aux changements climatiques « ... » ;
- Considérant le rôle majeur que les syndicats d'énergie jouent dans la mise en œuvre de l'aménagement du territoire « ... » ;

« ... »

#### DEMANDE AU GOUVERNEMENT

- De maintenir la compétence d'autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'électricité comme une compétence exclusive du bloc communal (hormis pour les deux départements concernés à titre dérogatoire), en conformité avec le nouvel acte de décentralisation.

Après débat, le conseil municipal **DÉCIDE** à l'unanimité de ne pas se prononcer.

---

#### Questions diverses : Néant

PV dressé et clos le 25 février 2026 à 22h30

Le Président de séance,  
Monsieur le Maire,  
Laurent ESTRADA

Le Secrétaire de séance,  
Monsieur le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire,  
Patrick CAUSSÉ

